

**DECISION 35/2024****autorisant la signature d'une convention d'honoraires et à ester en justice**

Le Maire de la Commune de Chevreuse,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

**Vu** la délibération 2021-13 en date du 14 mai 2021 portant délégation au Maire de certaines compétences du Conseil Municipal pendant la durée de son mandat et notamment son 11<sup>ème</sup> alinéa lui permettant de régler les honoraires des avocats ainsi que son 16<sup>ème</sup> alinéa lui permettant d'ester en justice ;

**Vu** la délibération 2023-54 autorisant la défense de la ville auprès du Tribunal Administratif par Monsieur Garlej ;

**Vu** la requête 2402796 introduite devant le Tribunal Administratif de Versailles par Madame Dominique DUTEMPS ;

**Considérant** que l'assureur de la commune prendra en charge les frais liés à cette procédure dans la limite de ses engagements contractuels ;

**DECIDE****Article 1<sup>er</sup> :**

Le cabinet ORIER AVOCATS situé 36-38 avenue de Clichy-75018 PARIS est désigné pour défendre les intérêts de la Commune dans le cadre de la procédure visée dans les considérants.

**Article 2 :**

Est autorisée la signature de convention d'honoraires.

**Article 3 :**

Le budget communal règlera le différentiel éventuel entre le montant des honoraires du cabinet et le montant de la participation de l'assureur de la commune.

**Article 4 :**

Il sera rendu compte de la présente décision lors d'une prochaine séance du Conseil Municipal.

**Article 5 :**

En cas de contestation la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6 :**

Cette décision sera transmise en Préfecture et affichée numériquement sur le site de la Mairie.

Fait à Chevreuse, le 19 novembre 2024.



Le Premier Maire-adjoint,

Bruno GARLEJ

